



APPEL DE L'INTERSYNDICALE DE L'ESR

Des centaines de milliers de lycéens et de lycéennes, d'étudiants et d'étudiantes se mobilisent et manifestent pour leurs légitimes revendications. Les personnels de l'ESR les rejoignent car ces revendications sont aussi les nôtres.

Depuis des mois, nos organisations demandent la suppression de la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers extra-communautaires, l'abandon de tout projet d'augmentation des droits d'inscription pour toutes et tous, la levée immédiate des barrages au droit aux études que contiennent Parcoursup et Mon Master et le maintien effectif du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Les saignées budgétaires présentées dans le projet de loi de budget 2027 pour les services publics, dont celui de l'ESR, vont entraîner 54 milliards d'euros de coupes. Si le ministre de l'ESR a annoncé une hausse du budget de 500 M€, ce seront de fait de réelles baisses de dotation qui mettront durablement en difficulté les établissements et les agent·es dans l'exercice de leur mission de service public. La mise en réserve du budget atteint le niveau inédit de plus d'un milliard.

213M€ de moins pour la formation et la recherche universitaire. Rapporté à la hausse d'activité et l'accueil de 30 000 étudiants supplémentaires, ce sont 483 M€ de moins par rapport à 2026.

Pour les étudiant·es, aucune revalorisation du montant des bourses qui n'a pas bougé depuis 2023 !

Pour la Recherche, les quelques millions supplémentaires ne compenseront pas les 200 M€ de déficit du CNRS prévu en 2027, ne permettront pas de respecter la LPR pour laquelle il manque 354 M€.

Loin de l'augmentation promise, le sous-financement atteint plus de 1 milliard d'euros. Il est urgent de récupérer le milliard mis en réserve pour financer la croissance de l'activité des établissements et la revalorisation des bourses sur critères sociaux.

Les baisses de dotation ont des conséquences directes sur les conditions de travail ; les universités et les organismes de recherche fonctionnent en sous-effectif, et les personnels restants sont épuisés par la surcharge de travail qui en résulte. Les personnels des CROUS ont été particulièrement touchés par les conditions de la mise en place du repas à 1 € sans les moyens nécessaires.

Le projet de budget n'est pas satisfaisant et ne répond pas aux revendications de nos organisations et des centaines de milliers d'étudiant·es qui manifestent depuis des semaines maintenant.

Il est urgent de satisfaire ces revendications. Or, non seulement elles ne sont pas entendues mais le gouvernement tente de faire taire la jeunesse par une répression d'une brutalité inédite : des milliers d'interpellations, des mutilations en manifestations.

Nos organisations dénoncent par ailleurs les fermetures administratives de la plupart des campus et le basculement en distanciel des enseignements et en « télétravail exceptionnel » des personnels BIATSS. Ces recours sont bien souvent pris hors de tout cadre réglementaire.

L'annonce de la fermeture de tous les CROUS de l'Académie de Créteil ce 8 octobre constitue une grave décision pour les étudiant·es. Nos organisations condamnent cette décision qui ne doit pas devenir une pratique récurrente.

Pour porter ces revendications, nos organisations appellent à la grève le mardi 13 octobre avec l'intersyndicale de l'Éducation nationale. Elles appellent à participer aux manifestations aux côtés de la jeunesse partout en France. Nos organisations décident d'ores et déjà de se revoir mardi soir.

Paris, le 9 octobre 2026